

Appui à la police sénégalaise

Une contribution au renforcement des capacités de la police nationale

Quelle est la situation initiale ?

Le Sénégal, par sa constitution, est un État de droit démocratique. Les groupes ethniques et les religions cohabitent de manière relativement pacifique. Même si le conflit prolongé sur l'indépendance de la Casamance n'a pas encore été définitivement résolu, il est toutefois actuellement largement maîtrisé, de sorte que la situation sécuritaire s'est considérablement améliorée ces dernières années.

Le gouvernement sénégalais estime que l'**instabilité régionale** est la plus grande menace qui pèse sur la sécurité nationale. La stratégie qui découle de ce constat traite en détail de la **menace posée par le terrorisme et la criminalité organisée transfrontalière** et souligne la nécessité de renforcer les capacités pour relever ces nouveaux défis.

Au niveau de la Direction de Police Judiciaire et de sa Division de Police Technique et Scientifique, le degré d'éducation du personnel et l'équipement technique sont relativement bons. Néanmoins, il y a quelques déficits à constater : Par exemple, les archives papier actuellement utilisées ne répondent pas aux normes internationales. En outre, l'**utilisation insuffisante des capacités du laboratoire** ainsi que l'**archivage inadéquat** des preuves sont dues au **manque de formation du personnel** dans les commissariats de police. Les agents n'y maîtrisent pas toujours les méthodes de relevé et de préservation des traces ainsi que les techniques d'identification des criminels. Cela signifie que le système judiciaire ne reçoit que trop peu de preuves, et souvent de piètre qualité.

Ainsi, l'équipement technique de relativement bonne qualité au niveau central contraste avec les **lacunes en matière de recueil, de préservation et de transmission des données d'identification et des preuves** par les commissariats de police. Cela entrave les enquêtes criminelles et les poursuites judiciaires.

Le travail de la police technique et scientifique est actuellement relativement peu connu, tant au sein de la police que

Intitulé du programme	Programme pour la création et le renforcement des unités de Police de plusieurs pays d'Afrique
Composante pays	Renforcement des capacités de la police nationale au Sénégal
Commettant	Ministère fédéral allemand des Affaires étrangères
Organisme de tutelle	Ministère de l'Intérieur
Durée totale	Juillet 2019 à décembre 2022
Budget (2019-2022)	Environ 2,4 millions d'euros

dans l'opinion publique. Par conséquent, ce service est rarement, ou trop tard, impliqué dans les enquêtes.

En revanche, il convient de souligner que la police sénégalaise s'est engagée à lutter contre la corruption dans ses propres rangs pour être en mesure de fournir des services transparents dans le respect de l'État de droit et d'assurer la sécurité de la population. L'**augmentation de la proportion de femmes dans les services de police** est activement poursuivie depuis quelques années. Néanmoins, les commissariats de police ne comptent pas assez de personnel féminin à l'heure actuelle. Le niveau supérieur de la hiérarchie de la police nationale est occupé que par des hommes.

Quel est notre objectif ?

Améliorer les capacités de la police nationale sénégalaise en matière de police technique scientifique afin de mettre en œuvre sa stratégie sectorielle et de contribuer à la stabilité régionale et nationale avec professionnalisme, transparence et dans le respect de l'Etat de droit.



Les deux photos : des policiers en formation à l'analyse d'une scène de crime à Dakar, 2020

Marina Mdaihli
Marina.Mdaihli@giz.de

*Policiers analysant des
empreintes digitales.*



Comment travaillons-nous ?

Depuis 2009, la GIZ promeut des processus de réforme de la police en Afrique sur commande du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères. Le programme y met actuellement en œuvre **onze composantes bilatérales ou régionales**.

Tous les processus sont élaborés en collaboration avec les institutions partenaires et répondent à leurs besoins. Ils s'inspirent des stratégies nationales ou internationales existantes et sont mis en œuvre de manière complémentaire à celles-ci. Dans ce contexte, l'accent est mis sur le respect des normes juridiques, notamment sur la mise en œuvre de la **Charte internationale des droits de l'homme dans la police**. Une grande importance est accordée à l'**égalité de genres** dans toutes les activités du programme. Les partenaires bénéficient d'un appui dans les domaines de l'**infrastructure et de l'équipement, de la formation initiale et continue ainsi que du développement organisationnel**.

La **composante Sénégal** appuie la police nationale à améliorer les conditions de formation et de travail sur les scènes de crime. L'objectif est également de veiller à ce que la procédure d'identification des criminels et la préservation de scène de crime se déroulent de manière professionnelle dans l'ensemble du pays, y compris en milieu rural. Pour adresser les défis régionaux, il convient d'améliorer la coopération entre la police sénégalaise et les autorités de police d'autres pays d'Afrique de l'Ouest dans le cadre des enquêtes criminelles.

Quels résultats avons-nous obtenus à ce jour ?

Le Sénégal est devenu un pays partenaire du programme à la mi-2019. Au début de la coopération, un atelier participatif a été organisé avec tous les partenaires de mise en œuvre, au cours duquel les participants se sont engagés à concevoir conjointement des activités.

Les premières actions concrètes sont actuellement en cours de réalisation.

Dans d'autres pays, le programme a déjà obtenu quelques succès dans des champs d'action qui sont au cœur même de la composante Sénégal. Par exemple, le travail de la police scientifique et technique en Côte d'Ivoire a été renforcé efficacement, de sorte que leur laboratoire a obtenu une certification ISO grâce à la fourniture d'équipements et à des actions de formation continue. Au Nigeria, les capacités de la police en matière criminalistique ont également été renforcées en milieu rural, et la coopération régionale entre les services de police technique et scientifique en Afrique de l'Ouest ne cesse de progresser grâce à des activités de mise en réseau, des actions conjointes de formation continue et un échange d'expériences.

Que voulons-nous atteindre de plus ?

L'objectif est que la police sénégalaise s'est professionnalisée dans la formation et le travail sur les scènes de crime en construisant et en équipant une salle de simulation de scène de crime, en formant des formateurs-rices au travail sur les scènes de crime et en mettant à disposition le matériel nécessaire.

Il est prévu de faire participer les fonctionnaires de police de l'ensemble du pays à des formations sur l'identification des criminels et de fournir aux commissariats le matériel nécessaire à l'analyse des scènes de crime. Les méthodes d'archivage de la police technique et scientifique doivent également être modernisées et les membres du personnel formés dans ce domaine.

Pour favoriser la mise en réseau régionale, la police sénégalaise participera aux rencontres du réseau régional de la police technique et scientifique, y contribuera activement et organisera elle-même des réunions. En outre, des formations en matière de police technique et scientifique seront proposées au personnel des services de police d'autres pays de la région.

Publié par

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Sièges de la société à Bonn et Eschborn, Allemagne

Programme pour la création et le renforcement des unités de Police de plusieurs pays d'Afrique
Potsdamer Platz 10
10785 Berlin, Allemagne
T + 49 30 338424 - 475
F + 49 30 338424 - 22475
marina.mdaihli@giz.de
<https://www.giz.de/en/worldwide/15637.html>

Situation

Juin 2020

Crédits

Toutes les photos

photographiques

GIZ / Monique van der Steen

Texte

Ruth Langer

La GIZ est responsable du contenu de cette publication.

Commentant

Ministère fédéral des Affaires étrangères
Werderscher Markt 1
10117 Berlin, Allemagne
T +49 (0)3018 17 - 0
F +49 (0)3018 17 - 3402

poststelle@auswaertiges-amt.de
www.auswaertiges-amt.de/fr